

Code de l'environnement

Partie réglementaire

Liens : Les liens "Section, sous-section, paragraphe" vous conduisent dans la partie correspondante du document ci-dessous.

Les liens avec les numéros des articles vous conduisent sur le site de Légifrance, vers les articles cités.

Sommaire

Section 1 : Dispositions générales

Sous-section 1 : Définitions ([Article R581-1](#))

Sous-section 2 : Affichage d'opinion ([Articles R581-2 à R581-5](#))

Sous-section 3 : Procédures de déclaration et d'autorisation préalable

Paragraphe 1 : Déclaration préalable ([Articles R581-6 à R581-8](#))

Paragraphe 2 : Dispositions générales applicables aux autorisations préalables ([Articles R581-9 à R581-13](#))

Paragraphe 3 : Dispositions particulières applicables à certaines déclarations et autorisations préalables ([Articles R581-14 à R581-21-1](#))

Section 2 : Publicité

Sous-section 1 : Dispositions générales applicables à toutes publicités ([Articles R581-22 à R581-24](#))

Sous-section 2 : Dispositifs publicitaires

Paragraphe 1 : Dispositions relatives à la densité ([Article R581-25](#))

Paragraphe 2 : Dispositions particulières applicables à la publicité non lumineuse ([Articles R581-26 à R581-33](#))

Paragraphe 3 : Dispositions particulières applicables à la publicité lumineuse ([Articles R581-34 à R581-41](#))

Sous-section 3 : Conditions d'utilisation du mobilier urbain comme support publicitaire ([Articles R581-42 à R581-47](#))

Sous-section 4 : Dispositions particulières applicables à certains modes d'exercice de la publicité

Paragraphe 1 : Véhicules terrestres. ([Article R581-48](#))

Paragraphe 2 : Publicité sur les eaux intérieures. ([Articles R581-49 à R581-52](#))

Sous-section 5 : Dispositions particulières applicables aux bâches, aux dispositifs de dimensions exceptionnelles et de petit format ([Articles R581-53 à R581-57](#))

Section 3 : Enseignes et préenseignes

Sous-section 1 : Dispositions relatives aux enseignes ([Articles R581-58 à R581-65](#))

Sous-section 2 : Dispositions relatives aux préenseignes ([Articles R581-66 à R581-67](#))

Sous-section 3 : Dispositions particulières relatives aux enseignes et préenseignes temporaires ([Articles R581-68 à R581-71](#))

Section 4 : Règlement local de publicité

Sous-section 1 : Contenu ([Articles R581-72 à R581-78](#))

Sous-section 2 : Elaboration, révision et modification ([Articles R581-79 à R581-80](#))

Section 5 : Contrats de louage d'emplacement ([Article R581-81](#))

Section 6 : Sanctions

Sous-section 1 : Procédure administrative([Articles R581-82 à R581-84](#))

Sous-section 2 : Sanctions pénales. ([Articles R581-85 à R581-88](#))

Livre V : Prévention des pollutions, des risques et des nuisances

Titre VIII : Protection du cadre de vie

Chapitre Ier : Publicité, enseignes et préenseignes

Section 1 :

Dispositions générales

Sous-section 1 :

Définitions.

Article R581-1 [En savoir plus sur cet article...](#)

Par voies ouvertes à la circulation publique au sens de [l'article L. 581-2](#), il faut entendre les voies publiques ou privées qui peuvent être librement empruntées, à titre gratuit ou non, par toute personne circulant à pied ou par un moyen de transport individuel ou collectif.

Sous-section 2 :

Affichage d'opinion.

Article R581-2 [En savoir plus sur cet article...](#)

La surface minimale que chaque commune doit, en vertu des dispositions du deuxième alinéa de [l'article L. 581-13](#), réserver à l'affichage d'opinion et à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif est la suivante :

1° 4 mètres carrés pour les communes de moins de 2 000 habitants ;

2° 4 mètres carrés plus 2 mètres carrés par tranche de 2 000 habitants au-delà de 2 000 habitants, pour les communes de 2 000 à 10 000 habitants ;

3° 12 mètres carrés plus 5 mètres carrés par tranche de 10 000 habitants au-delà de 10 000 habitants, pour les autres communes.

Article R581-3 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 3](#)

Le ou les emplacements réservés à l'affichage d'opinion et à la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif doivent être disposés de telle sorte que tout point situé en agglomération se trouve à moins d'un kilomètre de l'un au moins d'entre eux.

Article R581-4 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 3](#)

Dans le cas où la publicité est interdite, en application du I de [l'article L. 581-8](#), et où il n'est pas dérogé à cette interdiction, la surface de chaque emplacement autorisé par le maire sur les palissades de chantier pour l'affichage d'opinion et la publicité relative aux activités des associations sans but lucratif ne peut dépasser 2 mètres carrés.

Article R581-5 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 2](#)

Les publicités mentionnées à [l'article L. 581-17](#) sont autorisées, par dérogation aux interdictions édictées par le présent chapitre, à condition qu'elles n'excèdent pas une surface unitaire de 1,50 mètre carré.

Sous-section 3 :

Procédures de déclaration et d'autorisation préalable

Paragraphe 1 :

Déclaration préalable

Article R581-6 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 4](#)

Sous réserve de l'application des dispositions de l'article [R. 581-9](#), font l'objet d'une déclaration préalable, l'installation, le remplacement ou la modification :

– d'un dispositif ou d'un matériel qui supporte de la publicité ;

– de préenseignes dont les dimensions excèdent 1 mètre en hauteur ou 1,50 mètre en largeur.

Le remplacement ou la modification des bâches comportant de la publicité fait aussi l'objet d'une déclaration préalable à l'autorité compétente en matière de police en vertu de [l'article L. 581-14-2](#).

Article R581-7 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 4](#)

La déclaration préalable comporte :

1° Lorsque le dispositif ou le matériel est implanté sur une propriété privée :

- a) L'identité et l'adresse du déclarant ;
- b) La localisation et la superficie du terrain ;
- c) La nature du dispositif ou du matériel ;
- d) L'indication de la distance de l'installation projetée par rapport aux limites séparatives et aux baies des immeubles situés sur les fonds voisins ;
- e) L'indication du nombre et de la nature des dispositifs déjà installés sur le terrain ;
- f) Un plan de situation du terrain, un plan de masse coté et la représentation graphique du dispositif ou du matériel cotée en trois dimensions ;

2° Lorsque le dispositif ou le matériel est implanté sur le domaine public :

- a) L'identité et l'adresse du déclarant ;
- b) L'emplacement du dispositif ou du matériel ;
- c) La nature du dispositif ou du matériel ainsi que sa représentation graphique cotée en trois dimensions ;
- d) L'indication de la distance de l'installation projetée par rapport aux baies des immeubles situés sur les fonds voisins.

Article R581-8 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2013-606 du 9 juillet 2013 - art. 3](#)

La déclaration préalable, établie en deux exemplaires, est adressée par la personne ou l'entreprise qui projette d'exploiter le dispositif ou le matériel par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal ou déposée contre décharge, à l'autorité compétente en matière de police de la publicité du lieu où est envisagé l'implantation du dispositif ou du matériel.

Le formulaire de déclaration préalable est un document CERFA dont le contenu est déterminé par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

La déclaration préalable peut également être adressée par voie électronique avec demande d'accusé de réception électronique lorsque le maire ou le préfet est en mesure d'assurer une transmission sécurisée et confidentielle.

Lorsqu'une déclaration de remplacement ou de modification de bâche est adressée au préfet, celui-ci en informe le maire qui a autorisé l'emplacement de bâche.

A compter de la date de réception de la déclaration par l'autorité compétente, le déclarant peut procéder, sous sa responsabilité, à la réalisation du projet déclaré.

Paragraphe 2 :

Dispositions générales applicables aux autorisations préalables

Article R581-9 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2016-688 du 27 mai 2016 - art. 1](#)

Lorsque l'installation d'un dispositif publicitaire est soumise à autorisation préalable en vertu des articles [L. 581-9](#), [L. 581-10](#) et [L. 581-44](#), la demande d'autorisation est présentée par la personne ou l'entreprise de publicité qui exploite le dispositif ou le matériel.

Lorsque l'installation d'une enseigne est soumise à autorisation en vertu de [l'article L. 581-18](#), la demande d'autorisation est présentée par la personne ou l'entreprise qui exerce l'activité signalée. La demande d'autorisation et le dossier qui l'accompagne, établis en trois exemplaires, sont adressés par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal ou déposés contre décharge, à l'autorité compétente pour instruire l'autorisation.

Le formulaire d'autorisation préalable est un document CERFA dont le contenu est déterminé par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

La demande d'autorisation peut également être adressée par voie électronique avec demande d'accusé de réception électronique lorsque le maire ou le préfet est en mesure d'assurer une transmission sécurisée et confidentielle.

Article R581-10 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2016-688 du 27 mai 2016 - art. 1](#)

Le dossier qui accompagne la demande d'autorisation est composé des informations et pièces énumérées par [l'article R. 581-7](#) ainsi que, pour certains dispositifs particuliers, des documents prévus par les [articles R. 581-14](#) à [R. 581-21-1](#).

Dans le mois suivant la réception d'une demande d'autorisation, il est adressé au pétitionnaire :

1° Lorsque la demande est complète, par voie postale ou électronique, un récépissé qui indique la date à laquelle, en l'absence de décision expresse, une autorisation tacite sera acquise en application de [l'article R. 581-13](#) ;

2° Lorsque la demande est incomplète, un courrier notifié par envoi recommandé avec demande d'avis de réception postal ou un courrier électronique avec demande d'accusé de réception, qui indique :

a) De façon exhaustive, les informations, pièces et documents manquants à produire en trois exemplaires, dans un délai de deux mois suivant la réception de ce courrier ;

b) Qu'à défaut de production de l'ensemble des informations, pièces et documents manquants dans ce délai, la demande fera l'objet d'une décision tacite de rejet.

Lorsque le dossier est complété dans le délai imparti au pétitionnaire, l'autorité compétente lui adresse le récépissé prévu au 1°, la date à laquelle une autorisation tacite étant acquise étant décomptée à partir de la réception des informations, pièces et documents complémentaires.

Article R581-11 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2013-606 du 9 juillet 2013 - art. 4](#)

Lorsque l'installation d'un dispositif publicitaire ou d'une préenseigne soumis à autorisation est envisagée sur une toiture ou une terrasse en tenant lieu, l'autorisation est délivrée après accord ou avis de l'architecte des bâtiments de France dans les cas prévus pour les enseignes par [l'article R. 581-16](#) et selon les mêmes modalités.

Lorsqu'elle est consultée en matière de publicité, d'enseignes et de préenseignes, la commission départementale de la nature, des paysages et des sites se réunit dans sa formation dite de la publicité dans les conditions énoncées aux [articles R. 341-16](#) à [R. 341-25](#).

Article R581-12 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 4](#)

Lorsque l'autorisation doit être délivrée après avis ou accord d'un service ou d'une autorité de l'Etat, l'autorité compétente lui transmet le dossier de la demande au plus tard huit jours après la réception de ce dossier ou celles des pièces qui le complètent, à l'exception de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites à laquelle la transmission du dossier est faite dans les quatre jours suivant cette réception.

Sauf disposition contraire, les avis des services et autorités de l'Etat sont réputés favorables s'ils n'ont pas été communiqués à l'autorité compétente quinze jours avant l'expiration du délai prévu à [l'article R. 581-13](#), et, pour la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, sept jours avant l'expiration de ce délai.

Article R581-13 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 4](#)

La décision est notifiée au demandeur par envoi recommandé avec demande d'avis de réception postale au plus tard deux mois après la réception d'une demande complète, ou des informations, pièces et documents qui complètent le dossier, par l'autorité compétente pour instruire l'autorisation.

A défaut de notification dans ce délai, l'autorisation est réputée accordée dans les termes où elle a été demandée.

Paragraphe 3 :

Dispositions particulières applicables à certaines déclarations et autorisations préalables

Article R581-14 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 4](#)

La déclaration de l'installation d'une publicité sur l'emprise d'un aéroport est assortie de l'accord du gestionnaire de l'aéroport ainsi que des documents établissant qu'elle respecte les règles de sécurité applicables sur ladite emprise.

Article R581-15 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 4](#)

La demande de l'autorisation d'installer certains dispositifs de publicité lumineuse prévue par le troisième alinéa de [l'article L. 581-9](#) comporte outre les informations et pièces énumérées par [l'article R. 581-7](#), l'analyse du cycle de vie du dispositif, sa visibilité depuis la voie publique la plus proche ainsi que l'indication des valeurs moyennes et maximales de luminance telles que définies par arrêté ministériel.

L'autorisation d'installer un dispositif de publicité lumineuse visé par le troisième alinéa de l'article L. 581-9 ou un mobilier urbain destiné à supporter de la publicité lumineuse visé par le même alinéa est accordée, compte tenu notamment du cadre de vie environnant et de la nécessité de limiter les nuisances visuelles pour l'homme et l'environnement au sens de [l'article L. 583-1](#) aux dispositifs dont les caractéristiques respectent les prescriptions des [articles R. 581-34 à R. 581-41](#) et les interdictions faites aux publicités et enseignes par [l'article R. 418-4](#) du code de la route.

L'autorisation d'installer un dispositif de publicité lumineuse ou un mobilier urbain destiné à supporter de la publicité lumineuse est délivrée pour une durée maximale de huit ans.

Article R581-16 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2017-456 du 29 mars 2017 - art. 8](#)

I. – La demande de l'autorisation d'installer une enseigne prévue à l'avant-dernier alinéa de [l'article L. 581-18](#), comporte, outre les informations et pièces énumérées par [l'article R. 581-7](#) :

- 1° Une mise en situation de l'enseigne ;
- 2° Une vue de l'immeuble ou du lieu concerné avec et sans l'enseigne ;
- 3° Une appréciation sur son intégration dans l'environnement.

II. – L'autorisation d'installer une enseigne prévue à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 581-18 est délivrée par l'autorité compétente en matière de police :

- 1° Après accord de l'architecte des Bâtiments de France lorsque cette installation est envisagée sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques ou protégé au titre des abords en application de l'article [L. 621-30](#) du code du patrimoine ou situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable classé en application de l'article [L. 631-1](#) du code du patrimoine ;

2° Après accord du préfet de région, lorsque cette installation est envisagée sur un monument naturel, dans un site classé, un cœur de parc national, une réserve naturelle ou sur un arbre.

Article R581-17 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 4](#)

Les enseignes temporaires sont soumises à autorisation lorsqu'elles sont installées sur un immeuble ou dans un lieu mentionné à [l'article L. 581-4](#) ou lorsqu'elles sont scellées au sol ou installées sur le sol dans un lieu mentionné à [l'article L. 581-8](#).

La demande d'autorisation comporte, outre les informations et pièces énumérées par l'article [R. 581-7](#) :

- 1° Une mise en situation de l'enseigne temporaire ;
- 2° Une vue de l'immeuble ou du lieu concerné avec et sans l'enseigne temporaire ;
- 3° Une appréciation sur son intégration dans l'environnement.

Cette autorisation est délivrée après avis de l'architecte des Bâtiments de France lorsqu'il s'agit des enseignes temporaires définies au 2° de [l'article R. 581-68](#) et situées sur un immeuble ou dans un lieu mentionné à l'article L. 581-4.

Article R581-18 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 4](#)

La demande de l'autorisation d'installer une enseigne à faisceau de rayonnement laser prévue par [l'article L. 581-18](#), comporte, outre les informations et pièces énumérées par [l'article R. 581-7](#), une notice descriptive mentionnant notamment la puissance de la source laser, les caractéristiques du ou des faisceaux et la description des effets produits.

L'autorisation est accordée après avis du service de l'Etat en charge de l'aviation civile.

Article R581-19 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 4](#)

I.-La demande d'autorisation d'emplacement, prévue à [l'article L. 581-9](#), d'une bâche de chantier comportant de la publicité telle que définie à l'article [R. 581-54](#), comporte, outre les informations et pièces énumérées par l'article [R. 581-7](#) :

- 1° L'indication du lieu, de la nature et de la durée des travaux ;
- 2° L'indication de l'emplacement de l'échafaudage, de la surface de la bâche et de sa durée d'installation ;
- 3° Le nom des personnes, ou la dénomination ou la raison sociale des entreprises, désirant apposer ou faire apposer une bâche comportant de la publicité, ainsi que leur adresse ;
- 4° Les esquisses ou photos de la bâche et de l'emplacement envisagé ;
- 5° Le cas échéant, les documents établissant que les travaux permettent au bâtiment qui en est l'objet de prétendre à l'attribution du label haute performance énergétique rénovation.

II.-L'autorisation d'emplacement est délivrée au dispositif dont les caractéristiques respectent les prescriptions des [articles R. 581-53](#) et R. 581-54 et compte tenu notamment de sa durée d'installation, de sa surface, des procédés utilisés, des caractéristiques des supports, de son insertion architecturale, de son impact sur le cadre de vie environnant et de ses incidences éventuelles sur la sécurité routière.

L'autorisation précise les limites de la surface consacrée à l'affichage publicitaire. Elle peut fixer des prescriptions imposant que la bâche reproduise, sur les surfaces laissées libres, l'image des bâtiments occultés par les bâches ou les dispositifs.

III.-La date et le numéro de l'arrêté municipal accordant cette autorisation ainsi que les durées et surfaces visées au 1° et 2° du présent article sont mentionnées sur l'échafaudage, la bâche ou le

dispositif, de manière visible de la voie publique, pendant toute la durée d'utilisation de la bâche à des fins d'affichage publicitaire.

Article R581-20 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 4](#)

I.-La demande d'autorisation d'emplacement, prévue à [l'article L. 581-9](#), d'une bâche publicitaire telle que définie à l'article R. 581-55, comporte, outre les informations et pièces énumérées par [l'article R. 581-7](#) :

1° L'indication du type de support de la bâche, de la surface de celle-ci et de sa durée d'installation ;

2° Le nom des personnes, ou la dénomination ou la raison sociale des entreprises désirant apposer ou faire apposer une bâche comportant de la publicité, ainsi que leur adresse ;

3° Les esquisses ou photos de la bâche et de l'emplacement envisagé.

II.-L'autorisation d'emplacement est délivrée au dispositif dont les caractéristiques respectent les prescriptions des [articles R. 581-53](#) et [R. 581-55](#) et compte tenu notamment de sa durée d'installation, de sa surface, des procédés utilisés, des caractéristiques des supports, de son insertion architecturale, de son impact sur le cadre de vie environnant et de ses incidences éventuelles sur la sécurité routière.

Elle est délivrée pour une durée maximale de huit ans.

III.-La date et le numéro de l'arrêté municipal accordant cette autorisation ainsi que l'indication des surfaces d'affichage publicitaire autorisé doivent être mentionnées sur la bâche de manière visible de la voie publique, pendant toute la durée de son utilisation.

Article R581-21 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 4](#)

I.-La demande de l'autorisation d'installer un dispositif publicitaire de dimension exceptionnelle prévue à [l'article L. 581-9](#), comporte, outre les informations et pièces énumérées par [l'article R. 581-7](#) :

1° L'indication du type de manifestation annoncée ;

2° L'indication de l'emplacement du dispositif, de sa surface et de sa durée d'installation ;

3° Le nom des personnes, ou la dénomination ou la raison sociale des entreprises désirant apposer ou faire apposer le dispositif publicitaire de dimension exceptionnelle comportant de la publicité, ainsi que leur adresse ;

4° Les esquisses ou photos du dispositif, de la publicité et de l'emplacement envisagé.

II.-Le maire transmet à la commission départementale compétente en matière de nature, de paysages et de sites le dossier de la demande dans un délai de quatre jours à compter de la réception du dossier ou des pièces qui le complètent.

III.-L'autorisation d'emplacement est délivrée au dispositif dont les caractéristiques respectent les prescriptions de [l'article R. 581-56](#) et compte tenu notamment de sa durée d'installation, de sa surface, des procédés utilisés, des caractéristiques des supports, de son insertion architecturale, de son impact sur le cadre de vie environnant et de ses incidences éventuelles sur la sécurité routière.

Elle précise sa durée.

IV.-La date et le numéro de l'arrêté municipal accordant cette autorisation ainsi que l'indication des surfaces d'affichage publicitaire autorisé doivent être mentionnées sur la bâche de manière visible de la voie publique, pendant toute la durée de son utilisation.

Article R581-21-1 [En savoir plus sur cet article...](#)

Créé par [Décret n°2016-688 du 27 mai 2016 - art. 1](#)

I. – La demande d'autorisation d'installation d'un dispositif publicitaire dérogatoire sur l'emprise des équipements sportifs mentionnés à l'article [L. 581-10](#) comporte les informations et pièces énumérées à l'article [R. 581-7](#), complétées le cas échéant par celles énumérées au premier alinéa de l'article R. 581-15 ou au I des articles R. 581-19 et R. 581-20.

II. – L'autorisation est délivrée compte tenu notamment de la durée d'installation de la publicité, de sa surface, des procédés utilisés, des caractéristiques des supports, de son insertion architecturale et paysagère, de son impact sur le cadre de vie environnant et de ses incidences éventuelles sur la sécurité routière.

Elle est délivrée pour une durée maximale de huit ans.

III. – Les dispositions du III des articles R. 581-19 et R. 581-20 sont le cas échéant applicables.

Section 2 :

Publicité

Sous-section 1 :

Dispositions générales applicables à toutes publicités

Article R581-22 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2013-606 du 9 juillet 2013 - art. 6](#)

Sans préjudice de l'application des dispositions de [l'article L. 581-4](#), la publicité est interdite :

- 1° Sur les plantations, les poteaux de transport et de distribution électrique, les poteaux de télécommunication, les installations d'éclairage public ainsi que sur les équipements publics concernant la circulation routière, ferroviaire, fluviale, maritime ou aérienne ;
- 2° Sur les murs des bâtiments sauf quand ces murs sont aveugles ou qu'ils ne comportent qu'une ou plusieurs ouvertures d'une surface unitaire inférieure à 0,50 mètre carré ;
- 3° Sur les clôtures qui ne sont pas aveugles ;
- 4° Sur les murs de cimetière et de jardin public.

Article R581-23 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2016-688 du 27 mai 2016 - art. 1](#)

I. – Les dispositions de [l'article R. 581-22](#) ne sont pas applicables aux bâtiments ou parties de bâtiments dont la démolition est entreprise ou dans les zones mentionnées à [l'article L. 421-3](#) du code de l'urbanisme, faisant l'objet d'un permis de démolir.

II. – Les dispositions des 2° et 3° de l'article R. 581-22 ne sont pas applicables aux publicités installées sur l'emprise des équipements sportifs mentionnés aux articles [L. 581-7](#) et [L. 581-10](#).

Article R581-24 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 5](#)

Les publicités ainsi que les dispositifs qui les supportent doivent être maintenus en bon état d'entretien et, le cas échéant, de fonctionnement par les personnes ou les entreprises qui les exploitent.

Sous-section 2 :

Dispositifs publicitaires

Paragraphe 1 :

Dispositions relatives à la densité

Article R581-25 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2013-606 du 9 juillet 2013 - art. 7](#)

Les dispositions du présent article s'appliquent à tous les dispositifs publicitaires décrits dans la présente sous-section, à l'exception de ceux apposés sur une palissade ou sur une toiture.

I. - Il ne peut être installé qu'un seul dispositif publicitaire sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur au plus égale à 80 mètres linéaire.

Par exception, il peut être installé :

- soit deux dispositifs publicitaires alignés horizontalement ou verticalement sur un mur support ;
- soit deux dispositifs publicitaires scellés au sol sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à 40 mètres linéaire.

Sur les unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à 80 mètres linéaire, il peut être installé un dispositif publicitaire supplémentaire par tranche de 80 mètres au-delà de la première.

Ces dispositifs peuvent être installés librement sur l'unité foncière.

II. - Il ne peut être installé qu'un seul dispositif publicitaire sur le domaine public au droit des unités foncières dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur au plus égale à 80 mètres linéaires.

Lorsque l'unité foncière dont le côté bordant la voie ouverte à la circulation publique est d'une longueur supérieure à 80 mètres linéaire, il peut être installé sur le domaine public un dispositif publicitaire supplémentaire par tranche de 80 mètres au-delà de la première.

Ces dispositifs peuvent être installés librement sur le domaine public au droit de l'unité foncière.

Paragraphe 2 :

Dispositions particulières applicables à la publicité non lumineuse

Article R581-26 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2017-107 du 30 janvier 2017 - art. 7](#)

I.-Dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants et dans celles de moins de 10 000 habitants faisant partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants, ainsi qu'à l'intérieur de l'emprise des aéroports et des gares ferroviaires et routières, la publicité non lumineuse apposée sur un mur ou une clôture ne peut avoir une surface unitaire excédant 12 mètres carrés, ni s'élever à plus de 7,5 mètres au-dessus du niveau du sol.

II.-Dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants, la publicité non lumineuse apposée sur un mur ou une clôture ne peut avoir une surface unitaire excédant 4 mètres carrés, ni s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol.

Toutefois, cette surface pourra être portée à 8 mètres carrés dans la traversée desdites agglomérations, lorsque la publicité est en bordure de routes à grande circulation définies dans les conditions prévues à [l'article L. 110-3](#) du code de la route et à l'exception des parties de ces voies qui sont désignées comme restant soumises aux dispositions du II du présent article, aux termes d'un arrêté préfectoral pris après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, dans sa formation dite " de la publicité " et des maires des communes.

III.-La publicité non lumineuse apposée sur un mur, sur une façade ou une clôture situés sur l'emprise des équipements sportifs mentionnés aux articles [L. 581-7](#) et [L. 581-10](#) ne peut avoir une surface unitaire supérieure à 20 % de la surface totale du mur, de la façade ou de la clôture, ni s'élever à plus de 10 m au-dessus du niveau du sol.

Toutefois, une élévation supérieure à 10 m peut être autorisée compte tenu notamment de la durée d'installation de la publicité, de sa surface, des procédés utilisés, des caractéristiques des supports, de son insertion architecturale et paysagère, de son impact sur le cadre de vie environnant et de ses incidences éventuelles sur la sécurité routière :

a) Pour les dispositifs publicitaires installés sur l'emprise des équipements sportifs mentionnés à l'article L. 581-7, par l'autorité compétente en matière de police de la publicité en vertu de l'article [L. 581-14-2](#). La demande de dérogation est instruite dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de la déclaration préalable prévue à l'article [R. 581-8](#). La décision est notifiée au demandeur. A défaut de notification dans ce délai, la demande est réputée acceptée ;

b) Pour les dispositifs publicitaires installés sur l'emprise des équipements sportifs mentionnés à l'article L. 581-10, par l'autorité compétente pour délivrer les autorisations d'installation en vertu de ce même article. La demande de dérogation est instruite selon les mêmes modalités que l'autorisation préalable prévue à l'article [R. 581-21-1](#).

Article R581-27 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 7](#)

La publicité non lumineuse ne peut être apposée à moins de 0,50 mètre du niveau du sol.

La publicité non lumineuse ne peut être apposée sur une toiture ou une terrasse en tenant lieu, ni dépasser les limites du mur qui la supporte, ni, le cas échéant, dépasser les limites de l'égout du toit.

Article R581-28 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 2](#)

Une publicité non lumineuse doit être située sur le mur qui la supporte ou sur un plan parallèle à ce mur. Elle ne peut constituer par rapport à ce mur une saillie supérieure à 0,25 mètre.

Article R581-29 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 2](#)

Aucune publicité non lumineuse ne peut être apposée sur un mur sans que les publicités anciennes existant au même endroit aient été supprimées.

Il est toutefois dérogé à cette disposition lorsqu'il s'agit de publicités peintes d'intérêt artistique, historique ou pittoresque.

Article R581-30 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 - art. 9](#)

Sans préjudice de l'application des dispositions de [l'article L. 581-4](#), les dispositifs publicitaires non lumineux scellés au sol ou installés directement sur le sol sont interdits en agglomération :

1° Dans les espaces boisés classés en application de l'article [L. 113-1](#) du code de l'urbanisme ;

2° Dans les zones à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt notamment au point de vue esthétique ou écologique, et figurant sur un plan local d'urbanisme ou sur un plan d'occupation des sols.

Article R581-31 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2017-107 du 30 janvier 2017 - art. 7](#)

Les dispositifs publicitaires non lumineux, scellés au sol ou installés directement sur le sol sont interdits dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants.

Dans les autres agglomérations ces dispositifs sont interdits si les affiches qu'ils supportent sont visibles d'une autoroute ou d'une bretelle de raccordement à une autoroute ainsi que d'une route express, déviation ou voie publique situées hors agglomération.

Sur l'emprise des aéroports et des gares ainsi que des équipements sportifs mentionnés aux articles [L. 581-7](#) et [L. 581-10](#), ces dispositifs sont interdits si les affiches qu'ils supportent :

-ne sont visibles que d'une autoroute ou d'une bretelle de raccordement à une autoroute ainsi que d'une route express ;

-ne sont visibles que d'une déviation ou voie publique située hors agglomération et hors de l'emprise des aéroports et des gares ferroviaires et routières ainsi que des équipements sportifs concernés.

Article R581-32 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2017-107 du 30 janvier 2017 - art. 7](#)

Dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants et dans celles de moins de 10 000 habitants faisant partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants, ainsi que sur l'emprise des aéroports et des gares ferroviaires et routières hors agglomération, les dispositifs publicitaires non lumineux scellés au sol ou installés directement sur le sol ne peuvent ni s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol, ni avoir une surface supérieure à 12 mètres carrés.

Toutefois, sur l'emprise des aéroports dont le flux annuel de passagers est supérieur à trois millions de personnes ces dispositifs peuvent s'élever jusqu'à 10 mètres au-dessus du niveau du sol, et avoir une surface d'une limite maximale de 50 mètres carrés. Dans ce cas, les dispositifs sont apposés conformément aux prescriptions édictées par l'autorité compétente en matière de police.

Sur l'emprise des équipements sportifs mentionnés aux articles [L. 581-7](#) et [L. 581-10](#), les dispositifs publicitaires non lumineux scellés au sol ou installés directement sur le sol peuvent s'élever jusqu'à 10 m au-dessus du niveau du sol et avoir une surface unitaire d'une limite maximale de 50 m².

Article R581-33 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 2](#)

Un dispositif publicitaire non lumineux, scellé au sol ou installé directement sur le sol, ne peut être placé à moins de dix mètres d'une baie d'un immeuble d'habitation situé sur un fonds voisin lorsqu'il se trouve en avant du plan du mur contenant cette baie.

En outre, l'implantation d'un dispositif de cette nature ne peut être faite à une distance inférieure à la moitié de sa hauteur d'une limite séparative de propriété.

Paragraphe 3 :

Dispositions particulières applicables à la publicité lumineuse

Article R581-34 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2017-107 du 30 janvier 2017 - art. 7](#)

La publicité lumineuse est la publicité à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse spécialement prévue à cet effet.

La publicité lumineuse ne peut être autorisée à l'intérieur des agglomérations de moins de 10 000 habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants.

A l'intérieur des agglomérations de plus de 10 000 habitants et dans celles de moins de 10 000 habitants faisant partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants, ainsi qu'à l'intérieur de l'emprise des aéroports et des gares ferroviaires et routières situés hors agglomération, la publicité lumineuse apposée sur un mur, scellée au sol ou installée directement sur le sol ne peut avoir une surface unitaire excédant 8 mètres carrés, ni s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol.

Sur l'emprise des équipements sportifs mentionnés aux articles [L. 581-7](#) et [L. 581-10](#), la publicité lumineuse apposée sur un mur, une façade ou une clôture, scellée au sol ou installée directement sur le sol peut s'élever jusqu'à 10 m au-dessus du niveau du sol et avoir une surface unitaire d'une limite maximale de 50 m². Une élévation supérieure à 10 m peut être autorisée, pour la publicité apposée sur un mur, une façade ou une clôture, compte tenu notamment de la durée d'installation de la publicité, de sa surface, des procédés utilisés, des caractéristiques des supports, de son insertion architecturale et paysagère, de son impact sur le cadre de vie environnant et de ses incidences éventuelles sur la sécurité routière :

a) Pour les dispositifs publicitaires installés sur l'emprise des équipements sportifs mentionnés à l'article L. 581-7, par l'autorité compétente en matière de police de la publicité en vertu de l'article [L. 581-14-2](#). La demande de dérogation est instruite dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de la déclaration préalable prévue à l'article [R. 581-8](#). La décision est notifiée au demandeur. A défaut de notification dans ce délai, la demande est réputée acceptée ;

b) Pour les dispositifs publicitaires installés sur l'emprise des équipements sportifs mentionnés à l'article L. 581-10, par l'autorité compétente pour délivrer les autorisations d'installation en vertu de ce même article. La demande de dérogation est instruite selon les mêmes modalités que l'autorisation préalable prévue à l'article [R. 581-21-1](#).

La publicité lumineuse respecte des normes techniques fixées par arrêté ministériel, portant notamment sur les seuils maximaux de luminance, exprimés en candelas par mètre carré, et sur l'efficacité lumineuse des sources utilisées, exprimée en lumens par watt.

Les dispositions des deuxième et troisième alinéas et des [articles R. 581-36 à R. 581-41](#) ne sont pas applicables aux dispositifs de publicité lumineuse ne supportant que des affiches éclairées par projection ou par transparence, lesquels sont soumis aux dispositions des [articles R. 581-26 à R. 581-33](#).

Article R581-35 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 8](#)

Dans les unités urbaines de moins de 800 000 habitants, les publicités lumineuses sont éteintes entre 1 heure et 6 heures, à l'exception de celles installées sur l'emprise des aéroports, de celles éclairées par projection ou transparence supportées par le mobilier urbain et des publicités numériques supportées par le mobilier urbain, à condition que leurs images soient fixes.

Dans les unités urbaines de plus de 800 000 habitants, les obligations et modalités d'extinction sont prévues par le règlement local de publicité selon les zones qu'il identifie.

Il peut être dérogé à cette extinction lors d'événements exceptionnels définis par arrêté municipal ou préfectoral.

Article R581-36 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2016-688 du 27 mai 2016 - art. 1](#)

I.-La publicité lumineuse ne peut :

- 1° Recouvrir tout ou partie d'une baie ;
- 2° Dépasser les limites du mur qui la supporte ;
- 3° Etre apposée sur un garde-corps de balcon ou balconnet ;
- 4° Etre apposée sur une clôture.

II.-Les dispositions des 1° et 4° du I ne sont pas applicables aux publicités lumineuses installées sur l'emprise des équipements sportifs mentionnées aux articles [L. 581-7](#) et [L. 581-10](#).

Article R581-37 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 2](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 8](#)

La publicité lumineuse doit être située dans un plan parallèle à celui du mur qui la supporte.

Article R581-38 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2013-606 du 9 juillet 2013 - art. 9](#)

Lorsqu'un dispositif supportant une publicité lumineuse est situé sur une toiture ou une terrasse en tenant lieu, sa hauteur ne peut excéder :

- 1° Un sixième de la hauteur de la façade du bâtiment et au maximum 2 mètres lorsque cette hauteur est inférieure ou égale à 20 mètres ;
- 2° Un dixième de la hauteur de la façade du bâtiment et au maximum à 6 mètres lorsque cette hauteur est supérieure à 20 mètres.

Article R581-39 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 2](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 8](#)

Lorsqu'une publicité lumineuse est située sur une toiture ou une terrasse en tenant lieu, elle ne peut être réalisée qu'au moyen de lettres ou signes découpés dissimulant leur fixation sur le support et sans panneaux de fond autres que ceux qui sont strictement nécessaires à la dissimulation des supports de base, sur une toiture ou une terrasse. Dans tous les cas, la hauteur de ces panneaux ne peut excéder 0,50 mètre.

Article R581-40 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 8](#)

Les dispositifs publicitaires lumineux, lorsqu'ils sont scellés au sol, sont en outre soumis aux dispositions des [articles R. 581-30, R. 581-31](#) et [R. 581-33](#).

Article R581-41 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2017-107 du 30 janvier 2017 - art. 7](#)

Une publicité numérique ne peut avoir une surface unitaire supérieure à 8 mètres carrés ni s'élever à plus de 6 mètres au-dessus du niveau du sol. Toutefois, lorsque la consommation électrique du dispositif publicitaire numérique excède les niveaux définis par arrêté ministériel, la publicité numérique ne peut avoir une surface unitaire supérieure à 2,1 mètres carrés ni s'élever à plus de 3 mètres au-dessus du niveau du sol.

Par dérogation à l'alinéa précédent, une publicité numérique peut avoir une surface unitaire maximale égale à 50 mètres carrés et s'élever jusqu'à 10 mètres au-dessus du niveau du sol lorsqu'elle est installée sur l'emprise d'un aéroport dont le flux annuel de passagers dépasse trois millions de personnes. Dans ce cas, le dispositif publicitaire numérique est apposé conformément aux prescriptions de l'autorité compétente en matière de police et respecte les prescriptions du quatrième alinéa de [l'article R. 581-34](#) et celles de [l'article R. 581-35](#).

Sur l'emprise des équipements sportifs mentionnés aux articles [L. 581-7](#) et [L. 581-10](#), la publicité numérique peut s'élever jusqu'à 10 m au-dessus du niveau du sol et avoir une surface unitaire d'une limite maximale de 50 m². Une élévation supérieure à 10 m peut être autorisée, pour la publicité apposée sur un mur, une façade ou une clôture, compte tenu notamment de la durée d'installation de la publicité, de sa surface, des procédés utilisés, des caractéristiques des supports, de son insertion architecturale et paysagère, de son impact sur le cadre de vie environnant et de ses incidences éventuelles sur la sécurité routière :

a) Pour les dispositifs publicitaires installés sur l'emprise des équipements sportifs mentionnés à l'article L. 581-7, par l'autorité compétente en matière de police de la publicité en vertu de l'article [L. 581-14-2](#). La demande de dérogation est instruite dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de la déclaration préalable prévue à l'article [R. 581-8](#). La décision est notifiée au demandeur. A défaut de notification dans ce délai, la demande est réputée acceptée ;

b) Pour les dispositifs publicitaires installés sur l'emprise des équipements sportifs mentionnés à l'article L. 581-10, par l'autorité compétente pour délivrer les autorisations d'installation en vertu de ce même article. La demande de dérogation est instruite selon les mêmes modalités que l'autorisation préalable prévue à l'article [R. 581-21-1](#).

Afin d'éviter les éblouissements, les dispositifs publicitaires numériques situés à l'intérieur des agglomérations et, en dehors des agglomérations, sur l'emprise des aéroports et des gares ferroviaires et routières ainsi que des équipements sportifs mentionnés à l'article L. 581-7, sont équipés d'un système de gradation permettant d'adapter l'éclairage à la luminosité ambiante.

Sous-section 3 :

Conditions d'utilisation du mobilier urbain comme support publicitaire

Article R581-42 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 9](#)

Le mobilier urbain peut, à titre accessoire eu égard à sa fonction et dans les conditions définies par la présente sous-section, supporter de la publicité non lumineuse ou de la publicité éclairée par projection ou par transparence.

Il ne peut pas supporter de la publicité numérique dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants et dans les espaces définis aux 3°, 7° et 8° de [l'article L. 581-8](#).

Il respecte les conditions applicables aux dispositifs publicitaires prévues par les [articles R. 581-30, R. 581-31, R. 581-34, R. 581-35](#) et [R. 581-41](#).

Lorsqu'il supporte de la publicité numérique il ne peut être placé à moins de 10 mètres d'une baie d'habitation située sur un fonds voisin lorsque la publicité numérique est visible de la baie et située parallèlement à celle-ci. La distance se mesure de la partie inférieure de la baie jusqu'à la partie supérieure de l'écran numérique.

Dans les autres cas, il est placé conformément aux prescriptions du règlement local de publicité, ou, à défaut, celles de l'autorité compétente en matière de police.

Article R581-43 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 2](#)

Les abris destinés au public peuvent supporter des publicités d'une surface unitaire maximale de 2 mètres carrés, sans que la surface totale de ces publicités puisse excéder 2 mètres carrés, plus 2

mètres carrés par tranche entière de 4,50 mètres carrés de surface abritée au sol. L'installation de dispositifs publicitaires surajoutés sur le toit de ces abris est interdite.

Article R581-44 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 2](#)

Les kiosques à journaux et autres kiosques à usage commercial édifiés sur le domaine public peuvent supporter des publicités d'une surface unitaire maximale de 2 mètres carrés, sans que la surface totale de la publicité puisse excéder 6 mètres carrés. L'installation de dispositifs publicitaires surajoutés sur le toit de ces kiosques est interdite.

Article R581-45 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 2](#)

Les colonnes porte-affiches ne peuvent supporter que l'annonce de spectacles ou de manifestations culturelles.

Article R581-46 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 2](#)

Les mâts porte-affiches ne peuvent comporter plus de deux panneaux situés dos à dos et présentant une surface maximale unitaire de 2 mètres carrés utilisable exclusivement pour l'annonce de manifestations économiques, sociales, culturelles ou sportives.

Article R581-47 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 2](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 9](#)

Le mobilier urbain destiné à recevoir des informations non publicitaires à caractère général ou local, ou des oeuvres artistiques, ne peut supporter une publicité commerciale excédant la surface totale réservée à ces informations et oeuvres. Lorsque ce mobilier urbain supporte une publicité d'une surface unitaire supérieure à 2 mètres carrés et qu'il s'élève à plus de 3 mètres au-dessus du sol, il doit être conforme aux dispositions des [articles R. 581-31 et R. 581-32](#) et du premier alinéa de [l'article R. 581-33](#).

Sous-section 4 :

Dispositions particulières applicables à certains modes d'exercice de la publicité

Paragraphe 1 :

Véhicules terrestres.

Article R581-48 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 10](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 2](#)

Les véhicules terrestres utilisés ou équipés aux fins essentiellement de servir de support à de la publicité ou à des préenseignes ne peuvent stationner ou séjourner en des lieux où celles-ci sont visibles d'une voie ouverte à la circulation publique.

Ils ne peuvent ni circuler en convoi de deux ou plusieurs véhicules, ni à vitesse anormalement réduite.

En outre, ils ne peuvent pas circuler dans les lieux interdits à la publicité en application des [articles L. 581-4](#) et [L. 581-8](#). La surface totale des publicités apposées sur chaque véhicule ne peut excéder 12 mètres carrés.

Des dérogations à ces interdictions peuvent être accordées, à titre exceptionnel, par l'autorité de police à l'occasion de manifestations particulières.

La publicité lumineuse est interdite sur les véhicules terrestres.

Paragraphe 2 : **Publicité sur les eaux intérieures.**

Article R581-49 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 2](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 10](#)

La publicité sur les eaux intérieures, telles qu'elles sont définies par l'article [L. 4000-1](#) du code des transports, est, sauf dans le cas prévu au deuxième alinéa de [l'article L. 581-15](#), soumise aux dispositions du présent paragraphe.

Article R581-50 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 2](#)

La publicité n'est admise que sur les bâtiments motorisés au sens du b de l'article 1.01 du règlement général de police de la navigation intérieure et à condition que ces bâtiments ne soient ni équipés, ni utilisés à des fins essentiellement publicitaires.

Article R581-51 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 2](#)

I. - Les seuls dispositifs publicitaires admis sont constitués de panneaux plats.

II. - Chaque dispositif ne peut excéder :

1° 5 mètres dans le sens horizontal, sans pouvoir dépasser un dixième de la longueur hors tout du bâtiment ;

2° 0,75 mètre dans le sens vertical, sans pouvoir s'élever à plus d'un mètre au-dessus du niveau du point le plus bas du plat-bord ou, à défaut de plat-bord, du point le plus bas du bordé fixe.

III. - En outre, la surface totale des publicités apposées ou installées sur un bâtiment ne peut excéder 8 mètres carrés.

IV. - Les dispositifs publicitaires ne doivent être ni lumineux, ni luminescents, ni réfléchissants, ni éclairés par projection ou par transparence.

Article R581-52 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 2](#)

Les bâtiments supportant de la publicité ne peuvent stationner ou séjourner dans des lieux mentionnés aux 2° et 3° de [l'article L. 581-4](#) et à [l'article L. 581-8](#) ou sur les plans d'eau ou parties de plans d'eau situés à moins de 100 mètres de ces lieux.

De même, ces bâtiments ne peuvent stationner ou séjourner à moins de 40 mètres du bord extérieur de la chaussée d'une voie routière ouverte à la circulation publique s'ils sont visibles de cette voie.

Ils ne peuvent circuler à moins de trois cents mètres les uns des autres, ni circuler à vitesse anormalement réduite.

Sous-section 5 :

Dispositions particulières applicables aux bâches, aux dispositifs de dimensions exceptionnelles et de petit format

Article R581-53 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 11](#)

I.-Au sens de la présente sous-section, les bâches comprennent :

1° Les bâches de chantier, qui sont des bâches comportant de la publicité installées sur des échafaudages nécessaires à la réalisation de travaux ;

2° Les bâches publicitaires, qui sont des bâches comportant de la publicité autres que les bâches de chantier.

II.-Les bâches ne sont pas autorisées à l'intérieur des agglomérations de moins de 10 000 habitants.

Dans les autres agglomérations les bâches sont interdites si la publicité qu'elles supportent est visible d'une autoroute, d'une bretelle de raccordement une autoroute, d'une route express, d'une déviation, d'une voie publique, situées hors agglomération, ainsi que dans les cas prévus par [l'article R. 418-7](#) du code de la route.

III.-Les dispositions des [articles R. 581-22 à R. 581-24](#), de [l'article R. 581-27](#), des [articles R. 581-29 à R. 581-30](#), de [l'article R. 581-33](#), des premier, deuxième et quatrième alinéas de [l'article R. 581-34](#), des [articles R. 581-35 à R. 581-37](#) et de [l'article R. 581-41](#) sont applicables aux bâches.

Article R581-54 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 11](#)

Une bâche de chantier comportant de la publicité ne peut constituer une saillie supérieure à 0,50 mètre par rapport à l'échafaudage nécessaire à la réalisation de travaux.

La durée de l'affichage publicitaire sur une bâche de chantier ne peut excéder l'utilisation effective des échafaudages pour les travaux.

L'affichage publicitaire apposé sur une bâche de chantier ne peut excéder 50 % de la surface totale de la bâche de chantier. Toutefois, lorsque les travaux de rénovation projetés doivent permettre à l'immeuble d'obtenir le label " haute performance énergétique rénovation " dit " BBC rénovation ", l'autorité compétente de police peut autoriser un affichage publicitaire d'une superficie supérieure à ce plafond.

Article R581-55 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 11](#)

Les bâches publicitaires peuvent être installées sur les seuls murs aveugles ou ceux comportant des ouvertures d'une surface unitaire inférieure à 0,50 mètre carré. Elles ne peuvent recouvrir tout ou partie d'une baie.

La bâche publicitaire est située sur le mur qui la supporte ou sur un plan parallèle à ce mur. Elle ne peut constituer par rapport à ce mur une saillie supérieure à 0,50 mètre, à moins que celui-ci soit édifié en retrait des autres murs de l'immeuble et à condition qu'elle ne soit pas en saillie par rapport à ceux-ci.

La distance entre deux bâches publicitaires est d'au moins 100 mètres.

Article R581-56 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2013-606 du 9 juillet 2013 - art. 11](#)

Les dispositifs publicitaires de dimensions exceptionnelles mentionnés au deuxième alinéa de [l'article L. 581-9](#) ne sont pas autorisées à l'intérieur des agglomérations de moins de 10 000 habitants.

Dans les autres agglomérations les dispositifs publicitaires de dimensions exceptionnelles sont interdits si la publicité qu'ils supportent est visible d'une autoroute, d'une bretelle de raccordement une autoroute, d'une route express, d'une déviation, d'une voie publique, situées hors agglomération, ainsi que dans les cas prévus par [l'article R. 418-7](#) du code de la route.

La durée d'installation de dispositifs de dimensions exceptionnelles ne peut excéder la période comprise entre un mois avant le début de la manifestation annoncée et quinze jours après cette manifestation.

Les dispositifs de dimensions exceptionnelles qui supportent de la publicité numérique ne peuvent avoir une surface unitaire supérieure à 50 mètres carrés.

Les dispositions des [articles R. 581-22 à R. 581-24](#), du premier alinéa de [l'article R. 581-27](#), des [articles R. 581-29 à R. 581-30](#), de [l'article R. 581-33](#), des premier, deuxième et quatrième alinéas de [l'article R. 581-34](#), des [articles R. 581-35 à R. 581-37](#), et du troisième alinéa de [l'article R. 581-41](#) sont applicables aux dispositifs publicitaires de dimensions exceptionnelles.

Article R581-57 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 11](#)

Les dispositifs de petits formats mentionnés au III de [l'article L. 581-8](#) ont une surface unitaire inférieure à 1 mètre carré. Leurs surfaces cumulées ne peuvent recouvrir plus du dixième de la surface d'une devanture commerciale et dans la limite maximale de 2 mètres carrés.

Les dispositions des [articles R. 581-22 à R. 581-24](#), de [l'article R. 581-27](#), des [articles R. 581-29 à R. 581-30](#), de [l'article R. 581-33](#), des [articles R. 581-34 à R. 581-37](#) et de [l'article R. 581-41](#) sont applicables aux dispositifs de petits formats.

Section 3 :

Enseignes et préenseignes

Sous-section 1 :

Dispositions relatives aux enseignes

Article R581-58 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 2](#)

Une enseigne doit être constituée par des matériaux durables.

Elle doit être maintenue en bon état de propreté, d'entretien et, le cas échéant, de fonctionnement, par la personne exerçant l'activité qu'elle signale.

Elle est supprimée par la personne qui exerçait l'activité signalée et les lieux sont remis en état dans les trois mois de la cessation de cette activité, sauf lorsqu'elle présente un intérêt historique, artistique ou pittoresque.

Article R581-59 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 12](#)

Une enseigne lumineuse est une enseigne à la réalisation de laquelle participe une source lumineuse spécialement prévue à cet effet.

Les enseignes lumineuses satisfont à des normes techniques fixées par arrêté ministériel, portant notamment sur les seuils maximaux de luminance, exprimés en candelas par mètre carré et l'efficacité lumineuse des sources utilisées, exprimée en lumens par watt.

Les enseignes lumineuses sont éteintes entre 1 heure et 6 heures, lorsque l'activité signalée a cessé.

Lorsqu'une activité cesse ou commence entre minuit et 7 heures du matin, les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement et peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité.

Il peut être dérogé à cette obligation d'extinction lors d'événements exceptionnels définis par arrêté municipal ou préfectoral.

Les enseignes clignotantes sont interdites, à l'exception des enseignes de pharmacie ou de tout autre service d'urgence.

Article R581-60 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 12](#)

Modifié par [Décision n°357839 et autres du 4 décembre 2013](#)

[\(ECLI:FR:CESSR:2013:347639.20131211\)](#), v. init.

Les enseignes apposées à plat sur un mur ou parallèlement à un mur ne doivent pas dépasser les limites de ce mur ni constituer par rapport à lui une saillie de plus de 0,25 mètre, ni le cas échéant, dépasser les limites de l'égout du toit.

Des enseignes peuvent être installées sur un auvent ou une marquise si leur hauteur ne dépasse pas un mètre, devant un balconnet ou une baie si elles ne s'élèvent pas au-dessus du garde-corps ou de la barre d'appui du balconnet ou de la baie, enfin, sur le garde-corps d'un balcon si elles ne dépassent pas les limites de ce garde-corps et si elles ne constituent pas une saillie de plus de 0,25 mètre par rapport à lui.

Article R581-61 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 2](#)

Les enseignes perpendiculaires au mur qui les supporte ne doivent pas dépasser la limite supérieure de ce mur.

Elles ne doivent pas constituer, par rapport au mur, une saillie supérieure au dixième de la distance séparant les deux alignements de la voie publique, sauf si des règlements de voirie plus restrictifs en disposent autrement. Dans tous les cas, cette saillie ne peut excéder deux mètres. Ces enseignes ne peuvent pas être apposées devant une fenêtre ou un balcon.

Article R581-62 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2013-606 du 9 juillet 2013 - art. 12](#)

Des enseignes peuvent être installées sur des toitures ou sur des terrasses en tenant lieu dans les conditions fixées par le présent article.

Lorsque les activités qu'elles signalent sont exercées dans la moitié ou moins de la moitié du bâtiment qui les supporte, leur installation est régie par les prescriptions applicables, dans les lieux considérés, aux dispositifs publicitaires sur toiture ou sur terrasse en tenant lieu.

Lorsque les activités qu'elles signalent sont exercées dans plus de la moitié du bâtiment qui les supporte, ces enseignes doivent être réalisées au moyen de lettres ou de signes découpés dissimulant leur fixation et sans panneaux de fond autres que ceux nécessaires à la dissimulation des supports de base. Ces panneaux ne peuvent pas dépasser 0,50 mètre de haut.

Dans le cas prévu à l'alinéa précédent, la hauteur des enseignes ne peut excéder 3 mètres lorsque la hauteur de la façade qui les supporte est inférieure ou égale à 15 mètres ni le cinquième de la hauteur de la façade, dans la limite de 6 mètres, lorsque cette hauteur est supérieure à 15 mètres.

La surface cumulée des enseignes sur toiture d'un même établissement ne peut excéder 60 mètres carrés, à l'exception de certains établissements ou catégories d'établissements culturels dont la liste est fixée par arrêté du ministre chargé de la culture.

Article R581-63 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 12](#)

Les enseignes apposées sur une façade commerciale d'un établissement ne peuvent avoir une surface cumulée excédant 15 % de la surface de cette façade.

Toutefois, cette surface peut être portée à 25 % lorsque la façade commerciale de l'établissement est inférieure à 50 mètres carrés.

Les baies commerciales sont comprises dans le calcul de la surface de référence. Les publicités qui sont apposées dans les baies commerciales ainsi que les auvents et les marquises ne sont pas décomptées dans le calcul de la surface autorisée.

Le présent article ne s'applique pas aux activités culturelles et aux établissements ou catégories d'établissements culturels dont la liste est fixée par arrêté du ministre chargé de la culture.

Article R581-64 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-948 du 1er août 2012 - art. 1](#)

Les enseignes de plus de 1 mètre carré, scellées au sol ou installées directement sur le sol, ne peuvent être placées à moins de 10 mètres d'une baie d'un immeuble situé sur un fonds voisin lorsqu'elles se trouvent en avant du plan du mur contenant cette baie.

Ces enseignes ne doivent pas être implantées à une distance inférieure à la moitié de leur hauteur au-dessus du niveau du sol d'une limite séparative de propriété. Elles peuvent cependant être accolées dos à dos si elles signalent des activités s'exerçant sur deux fonds voisins et si elles sont de mêmes dimensions.

Les enseignes de plus de 1 mètre carré scellées au sol ou installées directement sur le sol sont limitées en nombre à un dispositif placé le long de chacune des voies ouvertes à la circulation publique bordant l'immeuble où est exercée l'activité signalée.

Article R581-65 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2013-606 du 9 juillet 2013 - art. 13](#)

I. - La surface unitaire maximale des enseignes mentionnées à l'article [R. 581-64](#) est de 6 mètres carrés.

Elle est portée à 12 mètres carrés dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants.

II. - Ces enseignes ne peuvent dépasser :

1° 6,50 mètres de haut lorsqu'elles ont 1 mètre ou plus de large ;

2° 8 mètres de haut lorsqu'elles ont moins de 1 mètre de large.

Sous-section 2 :

Dispositions relatives aux préenseignes

Article R581-66 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 13](#)

Les préenseignes prévues par le troisième alinéa de l'article [L. 581-19](#), dites préenseignes dérogatoires peuvent être implantées en dehors des agglomérations, au plus à 5 kilomètres de l'entrée de l'agglomération ou du lieu où est exercée l'activité qu'elles signalent. Toutefois, cette distance est portée à 10 kilomètres pour les préenseignes dérogatoires signalant des monuments historiques, classés ou inscrits, ouverts à la visite.

Les préenseignes dérogatoires peuvent être scellées au sol ou installées directement sur le sol.

Leurs dimensions ne peuvent excéder 1 mètre en hauteur et 1,50 mètre en largeur.

La collectivité gestionnaire de la voirie, peut, le cas échéant après consultation des autres collectivités concernées, fixer des prescriptions nécessaires à l'harmonisation des préenseignes dérogatoires, qui sont publiées au recueil administratifs des actes de cette collectivité ou intégrées au règlement local de publicité.

A défaut, les préenseignes dérogatoires respectent les prescriptions nationales fixées par arrêté ministériel.

Article R581-67 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 13](#)

Il ne peut y avoir plus de quatre préenseignes par monument, lorsque ces préenseignes signalent des monuments historiques, classés ou inscrits, ouverts à la visite. Deux de ces préenseignes lorsqu'elles indiquent la proximité d'un monument historique, classé ou inscrit, ouvert à la visite, peuvent être installées à moins de cent mètres ou dans la zone de protection de ce monument. Il ne peut y avoir plus de deux préenseignes par activité culturelle signalée. La commercialisation de biens culturels ne peut être regardée comme une activité culturelle au sens de [l'article L. 581-19](#).

Il ne peut y avoir plus de deux préenseignes pour une entreprise locale que son activité principale conduit à fabriquer ou vendre des produits du terroir.

Sous-section 3 :

Dispositions particulières relatives aux enseignes et préenseignes temporaires

Article R581-68 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 2](#)

Sont considérées comme enseignes ou préenseignes temporaires :

1° Les enseignes ou préenseignes qui signalent des manifestations exceptionnelles à caractère culturel ou touristique ou des opérations exceptionnelles de moins de trois mois ;

2° Les enseignes ou préenseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent des travaux publics ou des opérations immobilières de lotissement, construction, réhabilitation, location et vente ainsi que les enseignes installées pour plus de trois mois lorsqu'elles signalent la location ou la vente de fonds de commerce.

Article R581-69 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 2](#)

Ces enseignes ou préenseignes temporaires peuvent être installées trois semaines avant le début de la manifestation ou de l'opération qu'elles signalent et doivent être retirées une semaine au plus tard après la fin de la manifestation ou de l'opération.

Article R581-70 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 14](#)

Les enseignes temporaires sont régies par les dispositions de la présente sous-section et du deuxième alinéa de [l'article R. 581-58](#), des deuxième à cinquième alinéas de [l'article R. 581-59](#), du premier alinéa de [l'article R. 581-60](#), des premier et deuxième alinéas de [l'article R. 581-61](#), du dernier alinéa de [l'article R. 581-62](#) et de [l'article R. 581-64](#).

Lorsqu'il s'agit d'enseignes mentionnées au 2° de [l'article R. 581-68](#), leur surface unitaire maximale est de 12 mètres carrés lorsqu'elles sont scellées au sol ou installées directement sur le sol.

Article R581-71 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 2](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 14](#)

Les préenseignes temporaires peuvent être scellées au sol ou installées directement sur le sol hors agglomération et dans les agglomérations de moins de 10 000 habitants ne faisant pas partie d'une unité urbaine de plus de 100 000 habitants si leurs dimensions n'excèdent pas 1 mètre en hauteur et 1,50 mètre en largeur et si leur nombre est limité à quatre par opération ou manifestation.

Section 4 :

Règlement local de publicité

Sous-section 1 :

Contenu

Article R581-72 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 15](#)

Le règlement local de publicité comprend au moins un rapport de présentation, une partie réglementaire et des annexes.

Article R581-73 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 15](#)

Le rapport de présentation s'appuie sur un diagnostic, définit les orientations et objectifs de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale en matière de publicité extérieure, notamment de densité et d'harmonisation, et explique les choix retenus au regard de ces orientations et objectifs.

Article R581-74 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2016-688 du 27 mai 2016 - art. 1](#)

La partie réglementaire comprend les prescriptions adaptant les dispositions prévues aux articles [L. 581-9](#) et [L. 581-10](#), ainsi que, le cas échéant, les prescriptions mentionnées aux [articles R. 581-66](#) et [R. 581-77](#) et les dérogations prévues par le I de [l'article L. 581-8](#).

Les prescriptions du règlement local de publicité peuvent être générales ou s'appliquer aux seules zones qu'il identifie.

Article R581-75 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 15](#)

Le règlement local des communes faisant partie d'une unité urbaine de plus de 800 000 habitants définit les obligations et modalités d'extinction des publicités lumineuses selon les zones qu'il identifie.

Article R581-76 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 15](#)

La subordination d'un dispositif publicitaire à l'octroi d'une autorisation par l'autorité compétente en matière de police ne fait pas obstacle à la fixation, par le règlement local de publicité, de règles

plus restrictives que la réglementation nationale, notamment en matière de publicité lumineuse et d'enseignes lumineuses.

Article R581-77 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 15](#)

Lorsque le règlement local de publicité autorise, sur le fondement de [l'article L. 581-7](#), les dispositifs publicitaires à proximité immédiate des établissements de centres commerciaux exclusifs de toute habitation situés hors agglomération, il délimite le périmètre à l'intérieur duquel les dispositifs publicitaires sont ainsi autorisés et édicte les prescriptions qui leur sont applicables. Dans ce périmètre, les dispositifs publicitaires respectent les prescriptions de surface et de hauteur applicables aux dispositifs publicitaires situés dans les agglomérations de plus de 10 000 habitants.

Dans ce périmètre, les dispositifs publicitaires sont interdits si les affiches qu'ils supportent ne sont visibles que d'une autoroute, d'une bretelle de raccordement à une autoroute, d'une route express ou d'une déviation ou voie publique située hors agglomération.

Article R581-78 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 15](#)

Le ou les documents graphiques font apparaître sur l'ensemble du territoire de la commune ou de l'intercommunalité les zones et, le cas échéant, les périmètres, identifiés par le règlement local de publicité et sont annexés à celui-ci.

Les limites de l'agglomération fixées par le maire en application de [l'article R. 411-2](#) du code de la route sont également représentées sur un document graphique annexé, avec les arrêtés municipaux fixant lesdites limites, au règlement local de publicité.

Sous-section 2 :

Elaboration, révision et modification

Article R581-79 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2015-1783 du 28 décembre 2015 - art. 9](#)

Outre les formalités de publication prévues par [l'article R. 153-21 du code de l'urbanisme](#), le règlement local de publicité est mis à disposition sur le site internet, s'il existe, de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale.

Article R581-80 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2013-606 du 9 juillet 2013 - art. 14](#)

Lorsqu'un plan de sauvegarde et de mise en valeur d'un secteur sauvegardé a été rendu public ou approuvé avant le 1er juillet 1983 et que le règlement annexé à ce plan comporte des prescriptions en matière de publicité, ces prescriptions demeurent applicables pendant une durée maximale de dix années à compter de l'entrée en vigueur du [décret n° 2012-118 du 30 janvier 2012](#) relatif à la publicité extérieure, aux enseignes et aux préenseignes, sauf si elles ont été modifiées par un règlement local de publicité.

Section 5 :

Contrats de louage d'emplacement

Article R581-81 [En savoir plus sur cet article...](#)

Tout litige afférent à un contrat de louage d'emplacement privé aux fins d'apposer de la publicité ou d'installer une préenseigne est porté, nonobstant toute disposition contraire, devant le tribunal d'instance ou de grande instance dans le ressort duquel se trouve le dispositif concerné.

Section 6 :

Sanctions

Sous-section 1 :

Procédure administrative.

Article R581-82 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 16](#)

Dans tous les cas où le préfet prend l'arrêté de mise en demeure prévu à [l'article L. 581-27](#), il en informe aussitôt le maire de la commune dans laquelle est situé le dispositif publicitaire irrégulier. Le maire informe le préfet lorsqu'il prend un arrêté de mise en demeure prévu à l'article L. 581-27 ou [L. 581-28](#), et lorsqu'il fait exécuter d'office les travaux prévus à l'article L. 581-31.

Le préfet est substitué au maire à défaut pour celui-ci d'avoir, dans le délai d'un mois suivant la notification de la demande qui lui a été faite par le préfet de prendre les mesures prévues aux articles L. 581-27, L. 581-28 et [L. 581-31](#), de lui avoir transmis l'arrêté prévu à l'alinéa précédent ou de l'avoir informé des mesures d'exécution d'office décidées.

L'arrêté de mise en demeure pris par le maire ou par le préfet est notifié par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal.

Article R581-83 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 16](#)

Le montant de l'astreinte administrative prévue à [l'article L. 581-30](#) est réévalué chaque année dans la proportion de la variation, par rapport à l'indice du mois de janvier 2012, de l'indice des prix à la consommation, hors tabac, de l'ensemble des ménages (série France entière), calculé par l'Institut national de la statistique et des études économiques pour le mois de janvier de l'année considérée.

Article R581-84 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-1247 du 7 novembre 2012 - art. 10](#)

L'état nécessaire au recouvrement des astreintes prononcées en application de [l'article L. 581-30](#) ou de [l'article L. 581-36](#) est, à défaut de diligence du maire, établi et recouvré au profit de l'Etat dans les conditions prévues aux [articles 23 à 28 et 112 à 124 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012](#) relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Sous-section 2 :

Sanctions pénales.

Article R581-85 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 16](#)

Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 2e classe le fait de ne pas observer les prescriptions du deuxième alinéa de [l'article R. 581-58](#).

Article R581-86 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2012-118 du 30 janvier 2012 - art. 16](#)

Est puni l'amende prévue pour les contraventions de la 3e classe :

1° Le fait d'apposer ou faire apposer une publicité sans avoir obtenu l'autorisation prévue à [l'article L. 581-24](#) ;

2° Le fait de ne pas observer les prescriptions de [l'article R. 581-24](#) et du premier alinéa de [l'article R. 581-29](#).

Article R581-87 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2016-688 du 27 mai 2016 - art. 1](#)

Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 4e classe le fait d'apposer, de faire apposer ou de maintenir après mise en demeure, une publicité :

1° Dans les lieux, sur des supports, à des emplacements, selon des procédés, à des périodes ou des heures interdits en application des dispositions des articles [R. 581-22](#), [R. 581-25](#), [R. 581-30](#), [R. 581-31](#) et [R. 581-33](#), du septième alinéa de l'article [R. 581-34](#), des articles [R. 581-35](#), [R. 581-36](#) et [R. 581-40](#), du sixième alinéa de l'article [R. 581-41](#), des articles [R. 581-42](#), [R. 581-43](#), [R. 581-44](#), [R. 581-45](#) et [R. 581-46](#), du deuxième alinéa de l'article [R. 581-54](#) et du troisième alinéa de l'article [R. 581-56](#) ;

2° Sans avoir observé les dimensions maximales ou minimales et les conditions d'emplacement ou de réalisation sur le support définies par l'article [R. 581-26](#), les articles [R. 581-27](#), [R. 581-28](#), [R. 581-32](#), des troisième et quatrième alinéas de l'article [R. 581-34](#), des articles [R. 581-36](#), [R. 581-37](#), [R. 581-38](#) et [R. 581-39](#), des premier, deuxième et troisième alinéas de l'article [R. 581-41](#), des articles [R. 581-43](#), [R. 581-44](#), [R. 581-46](#) et [R. 581-47](#), des premier et troisième alinéas de l'article [R. 581-54](#), de l'article [R. 581-55](#), du quatrième alinéa de l'article [R. 581-56](#) et de l'article [R. 581-57](#) ;

3° Sans avoir obtenu l'autorisation exigée en application du décret prévu par le troisième alinéa de l'article [L. 581-44](#) ou sans avoir observé les conditions posées par cette autorisation ;

4° Sans avoir observé les prescriptions de [l'article L. 581-5](#).

Article R581-88 [En savoir plus sur cet article...](#)

Modifié par [Décret n°2013-606 du 9 juillet 2013 - art. 16](#)

I.-Les publicités et préenseignes mises en place avant l'entrée en vigueur d'un règlement local de publicité prévu à l'article [L. 581-14](#) qui ne sont pas conformes aux prescriptions de ce règlement peuvent, y compris si elles sont soumises à autorisation, être maintenues jusqu'au 13 juillet 2015 lorsque l'entrée en vigueur de ce règlement est antérieure à la date de publication du [décret n° 2013-606 du 9 juillet 2013](#) portant diverses modifications des dispositions du code de l'environnement relatives à la publicité, aux enseignes et préenseignes. Lorsque l'entrée en vigueur du règlement est postérieure à la date de publication du décret précité, elles peuvent être maintenues pendant deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur dudit règlement.

II.-Les publicités et préenseignes mises en place avant l'entrée en vigueur d'un acte, qui, procédant au classement d'un monument, d'un site ou d'un espace mentionné par le I de l'article [L. 581-4](#), fixant les limites d'une agglomération en application de l'article [R. 411-2](#) du code de la route ou délimitant l'un des espaces énumérés par l'article [L. 581-8](#), a pour effet d'interdire la publicité dans le lieu où elles sont installées, peuvent être maintenues jusqu'au 13 juillet 2015 lorsque l'entrée en vigueur de cet acte est antérieure à la date de publication du décret n° 2013-606 du 9 juillet 2013 portant diverses modifications des dispositions du code de l'environnement relatives à la publicité, aux enseignes et préenseignes. Lorsque l'entrée en vigueur de l'acte est postérieure à la date de publication du décret précité, elles peuvent être maintenues pendant deux ans à compter de la date d'entrée en vigueur dudit acte.

III.-Les publicités et préenseignes mises en place avant le 1er juillet 2012 qui ne sont pas conformes aux dispositions du chapitre 1er du titre VIII du livre V du code de l'environnement issues de la [loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010](#) et du décret n° 2012-112 du 30 janvier 2012 peuvent être maintenues jusqu'au 13 juillet 2015.

NOTA :

A la dernière phrase du présent article, il convient de lire décret n° 2012-118 du 30 janvier 2012 et non n° 2012-112